

MALIK SALEMKOUR,
président de la LDH

2019, des **impatiences**

L'année 2019 se termine comme elle aura commencé, avec des manifestations populaires et des mouvements sociaux qui révèlent des antagonismes croissants entre, d'un côté, de fortes attentes de justice sociale qui s'expriment de la part d'une population inquiète sur son présent et son avenir, et, de l'autre, du mépris avec des réponses inadaptées, destructurantes et insécures de la part du gouvernement et de sa majorité. En dépit de ces tensions et des alertes venues de la société civile et des syndicats, le pouvoir en place s'entête, dans une vision ultralibérale et asociale qu'il déroule de manière technocratique et accélérée depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. Ces choix politiques sont lourds de sens et radicaux en ce qu'ils défont pied à pied le contrat social et démocratique qui organisait la société française depuis le Conseil national de la résistance autour d'objectifs de redistribution sociale et de solidarité, garantis par l'Etat, protégeant les plus fragiles et assurant les moyens individuels et collectifs de progrès sur tout le territoire. Cela se traduit par un désengagement continu de la puissance publique dans ses missions de service public. Un choix dicté par une idéologie et des restrictions budgétaires qu'elle s'impose de façon dogmatique, refusant de faire contribuer des acteurs dont les fortunes s'envolent. La foi portée par le gouvernement en une capacité naturelle d'un système économique, libéré de tout entrave, à partager de manière optimale les richesses et à corriger les inégalités est pourtant d'évidence contredite dans les faits qui voient, au contraire, fortement s'accroître leurs concentrations. Cette logique

idéalisée du « *premier de cordée* » a justifié le démantèlement, par ordonnances, du Code du travail au détriment des droits des salariés, la réforme des allocations chômage qui précarise les demandeurs d'emplois, le projet de revenu universel d'activité qui menace l'inconditionnalité des protections acquises pour les personnes en situation de handicap et les plus démunis, et maintenant la refonte du système de retraite avec des propositions des plus confuses et inquiétantes pour les générations présentes et futures. En réaction au mouvement des « gilets jaunes », le gouvernement a dû rendre en urgence, en début d'année, des milliards d'euros qu'il avait précédemment captés des poches exsangues de celles et ceux qui ne pouvaient plus faire face à leurs dépenses de la vie quotidienne. Le président Macron a ensuite initié un « grand débat » national, avec un tour de France très médiatisé de confrontations directes avec la population. Il en était sorti sans surprise des attentes impatientes en termes de pouvoirs d'achat et de révision des fonctionnements démocratiques, avec aussi des aspirations contradictoires sur de nombreux sujets. Sans avoir réellement pris la mesure du malaise profond exprimé mais affirmant en avoir tiré la leçon, l'exécutif a promis de revoir sa méthode et de redonner sa place au dialogue civil et social. Force est de constater qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Le pouvoir s'enferme dans un autoritarisme aveugle qui met en péril la paix sociale et civile avec une violence inégale à l'encontre des manifestants, des journalistes et des observations citoyennes sur les pratiques policières, les forces

« Ce sont des choix de société structurants qui sont actuellement en débat. Ils interrogent à la fois les finalités essentielles de l'Etat et les modalités des arbitrages à rendre entre intérêts et temps divergents. Quel pacte social, quel partage des efforts et quelle démocratie nous voulons. »

sociales exacerbées

de l'ordre étant instrumentalisées à des fins de contrôle social. La concertation officielle engagée depuis l'été sur la réforme des retraites s'est avérée un leurre et a tourné à l'humiliation. Le gouvernement a finalement décidé seul, révélant tardivement ses orientations et en ne tenant aucun compte des propositions faites par les syndicats, ce qui conduit, en cette fin d'année, à des mobilisations revendicatives d'une exceptionnelle ampleur.

Faire vivre la démocratie sociale, donner corps aux droits fondamentaux

Ce sont des choix de société structurants qui sont actuellement en débat. Ils interrogent à la fois les finalités essentielles de l'Etat et les modalités des arbitrages à rendre entre intérêts et temps divergents. Quel pacte social, quel partage des efforts et quelle démocratie nous voulons. Les réponses à y apporter ne peuvent être faites d'illusions et de promesses. Elles obligent le gouvernement à mettre toutes les cartes sur la table et à ouvrir réellement les discussions avec l'ensemble des parties prenantes. La démocratie sociale est un fondement de notre démocratie. Elle impose le respect des acteurs sociaux et l'écoute effective, en transparence des enjeux et des solutions proposées. Se priver de ces outils de fabrication de compromis sociaux, qui ont fait leurs preuves tout au long de l'histoire, ouvre le risque de tensions et de violences incontrôlables. Les multiples protestations connues cette année sont nées de l'attitude

d'un pouvoir arrogant et de son incapacité à donner sa force à notre fonctionnement démocratique. Il devient urgent qu'il entende les aspirations profondes d'une partie du peuple qui s'inquiète légitimement d'efforts injustement répartis, de conditions de vie qui se dégradent, d'une précarisation croissante et d'incertitudes sur son devenir, avec des pouvoirs publics qui se désengagent et ne lui offrent pas les garanties nécessaires pour prévenir les injustices et les inégalités sociales, avec un système économique qui met gravement en péril la planète et toute l'humanité.

L'année 2019 se clôt avec ces questions essentielles, dont la façon dont il sera répondu éclairera l'avenir, bien sombre à ce jour. Les droits fondamentaux posés par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 et la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, avec leur indivisibilité qui affirme qu'il n'y a de libertés civiles et politiques sans droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, effectifs et garantis de manière durable et égale pour toutes et tous, offrent un cadre utile à cette réflexion. Les oublier et refuser d'interroger le partage des richesses et la juste contribution à l'intérêt général conduirait à un changement de système, à une société d'arbitraire et de répression autoritaire. Il est possible au contraire de leur donner corps, pour que chacune et chacun demeure libre et égal en droits et en dignité aujourd'hui et demain. Notre démocratie sera d'autant plus forte si tous ses acteurs s'en emparent, en étant pleinement reconnus et citoyens. ●